

L' AUTRE JOURNAL : UNE VOIX CONTRE LES SILENCES DES MEDIAS

Les résultats du 7 juin vont permettre de renforcer le nombre de députés européens français, soit cinq, qui iront siéger au groupe de la Gauche Unitaire Européenne au Parlement.

LES ELUS DU FRONT DE GAUCHE :

Jacky Hénin est élu dans la circonscription du Nord-ouest (6,84%)

Patrick Le Hyaric est élu dans la circonscription d'Ile de France (6,32%)

Marie-Christine Vergiat est élue dans la circonscription du Sud-est (5,90%)

Jean-Luc Mélenchon est élue dans la circonscription du Sud-ouest (8,15%)

Elie Hoareau est élu dans la circonscription Outre Mer (21,02%)

FRONT DE GAUCHE 13% à TARBES

Les résultats du 7 juin sont marqués, comme dans de nombreux pays d'Europe, par un niveau d'abstention record. Ils traduisent, **d'une part**, l'ampleur de la défiance des électrices et des électeurs envers une construction européenne qui se refuse obstinément à entendre les exigences d'une refondation sociale et démocratique de l'Union européenne.

Dans ce contexte, un peu plus d'un votant sur quatre a exprimé son soutien à Nicolas Sarkozy et aux listes UMP. Mais la confusion a été systématiquement entretenue sur les votes permettant d'exprimer clairement une opposition aux politiques libérales en France et en Europe. La fausse compétition mise en scène dans les derniers jours entre les listes d'Europe-Ecologie et du Modem, sur fond de consensus libéral, en a été une illustration éloquente. Quant au Parti socialiste, son très net recul confirme le divorce entre les attentes du peuple de gauche et ses orientations actuelles. Le NPA avait choisi de faire cavalier seul : il piétine.

Dans ces conditions, le seul signe d'espoir à gauche vient des résultats des listes du **Front de gauche**. Sa campagne a permis d'ouvrir un débat constructif sur les conditions d'une alternative à gauche.

A Tarbes le Front de Gauche a obtenu presque 13% des voix, Ce résultat ne peut qu'encourager ceux qui, dans cette ville tenue par la droite, veulent créer les conditions d'une véritable alternative à la politique rétrograde et anti-sociale de Gérard Trémège.

Ce score est le résultat du travail d'information, d'explication sur les perspectives de construction d'une autre Europe. Une Europe sociale, démocratique, écologique qui réponde aux souhaits des populations et non une Europe de la finance et de la concurrence « libre » comme le traité de Lisbonne l'a gravée dans le marbre. La campagne dynamique des militants Tarbais du Front de Gauche qui a commencé dès le mois de février, a payé malgré le silence des médias sur l'existence et les propositions du Front.

Les communistes Tarbais comptent continuer dans cette lancée en prenant des initiatives pour rassembler largement ceux qui veulent créer une politique de changement réel à Tarbes, en France et en Europe. La campagne unitaire de ces européennes réunissant des militants communistes, du Parti de Gauche (souvent d'anciens socialistes), de la Gauche Unitaires (militants du NPA ayant refusé la division) ainsi que de nombreux citoyens a montré **l'efficacité du rassemblement de tous ceux qui désirent** construire une gauche qui ne renonce pas et pouvant apporter le changement de rapport des forces à gauche. C'est la condition pour se donner les moyens de battre la droite et de sortir de la crise du capitalisme.

J'autre Journal
EDITE PAR LA SECTION
DE TARBES DU

PCF

4 rue des Haras
65000 TARBES

Leclerc : respect du droit des salariés, réintégration des 3 licenciés

Le 19 mars comme dans de nombreuses entreprises du secteur privé une soixantaine de salariés du Leclerc d'Ibos se sont mis en grève et ont participé à la manifestation monstre qui défilait dans les rues de Tarbes.

« Leclerc les ~~prix~~salaires les plus bas » avaient-ils écrit sur leur banderole qu'ils déployaient fièrement. Un tel événement ne s'était pas déroulé depuis des années au Leclerc d'Ibos. Depuis 1976 aucune grève n'a eu lieu au Méridien et depuis sept ans il n'y a plus de syndicat dans cette grande surface.

Cette révolte des salariés du Leclerc d'Ibos n'a pas été bien vue de la part de la famille Saint Laurent, propriétaire de tous les Leclerc du département, qui le 14 mai envoyait une lettre à 3 salariés grévistes, les convoquant pour un entretien préalable à un licenciement économique.

Les difficultés économiques de cette entreprise marquées par un projet d'extension, par des bénéfices de 4,728 millions d'euros avec un versement aux actionnaires de 2,430 millions d'euros ne peuvent être un argument sérieux.

En fait les patrons du Leclerc ne peuvent accepter que les salariés de leur entreprise aient le droit, de grève, de former un syndicat, bref tout ce qui pourrait les empêcher d'exploiter à leur guise.

Face à un tel déni des droits des salariés, la riposte de la population de Tarbes et de ses environs ne s'est pas faite attendre : création d'un comité de soutien aux trois salariés licenciés, manifestations devant le Leclerc d'Ibos, milliers de signatures au bas d'une pétition, lettre de nombreux clients du Leclerc à sa direction....

Une telle solidarité fait peur à la famille Saint Laurent, pour preuve le déploiement de nombreux vigiles autour du Leclerc d'Ibos lors des manifestations.

Il est à noter dans cette affaire quelques silences :

Celui du maire de Tarbes, G Trémège, dont le mentor, Nicolas Sarkozy, donnait au monde entier des leçons de respect des droits syndicaux dans un discours à l'Organisation Internationale du Travail. Peut être le fait que son cabinet d'expert comptable ait pour clients la famille Saint Laurent empêche t-il monsieur Trémège de s'exprimer sur cette atteinte au droit de grève ?

Silence aussi de la presse locale qui n'est pas à la hauteur de l'indignation de ses lecteurs face à ces licenciements. La peur de perdre des publicités de l'enseigne qui monopolise la grande distribution du département y est peut être pour quelque chose ?.

Les communistes avec les syndicalistes et les forces progressistes sont actifs pour obtenir la réintégration des salariés de la librairie du Leclerc d'Ibos et la fin de la répression syndicale dans cette entreprise.

La Santé à crédit

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Tarbes vient de lancer le micro crédit à la disposition de ceux qui sont rejetés par le système bancaire (Rmistes, minima sociaux, précaires, étudiants, apprentis, chômeurs...). Cette initiative va pouvoir rendre des services à beaucoup de personnes.

Selon la plaquette d'information de présentation de ce micro crédit, le prêt doit permettre la mise en place d'un projet favorisant l'insertion de la personne ou de la famille. Il peut couvrir des domaines aussi différents que le logement, l'emploi et la mobilité, ainsi que la santé.

Si cette initiative à des cotés positifs, elle nous amène a faire quelques remarques.

Le CCAS est obligé de prendre le relais des banques qui ne veulent plus prendre des risques sur des petites sommes. Alors que celles-ci ont été renflouées à coup de milliards par l'état pour éponger les risques spéculatifs qu'elles ont pris et continuent de prendre. Cela montre l'efficacité de super Sarko à mettre le système bancaire au pas pour qu'il serve réellement à tous.

Que soit prévu dans ce dispositif que les gens s'endettent pour pouvoir se soigner montre la conception de l'équipe municipale sur le droit à la **santé pour tous** : Penser que les soins sont des marchandises comme les autres qui peuvent se payer à crédit. ! Tout cela est dans le droit fil de la loi Bachelot qui considère les hôpitaux comme des entreprises.

**LES COMMUNISTES
DE TARBES
VOUS SOUHAITENT
DE
BONNES VACANCES**

Je rejoins le PCF

NOM.....PRENOM.....

ADRESSE.....

CODE POSTAL.....COMMUNE.....

TEL.....

EMAIL.....

A renvoyer PCF SECTION DE TARBES 4 rue des haras 65000 TARBES